

Histoire de la pensée économique

Les fondements de l'école « classique » selon Keynes

Ce cours vous est proposé par Matthieu Montalban, maître de conférences HDR en science économique, université de Bordeaux, et par AUNEGe, l'Université Numérique en Économie Gestion.

Table des matières

Préambule	2
La loi des débouchés de J-B Say	3
Le dogme de l'épargne préalable et la doctrine des fonds prêtables	4
La monnaie voile et la théorie quantitative de la monnaie	5
La théorie du chômage néoclassique	6
Références	7

Préambule

Objectif d'apprentissage

Comprendre les fondements du paradigme Classique, que Keynes entend critiquer et déconstruire

La notion d'école Classique chez Keynes ne recouvre pas celle des auteurs dits « Classiques » tels qu'identifiés par Marx. Alors que chez ce dernier, les Classiques recouvrent l'ensemble des auteurs qui vont de Adam Smith à John Stuart Mill, et incluant Thomas Malthus, Jean Baptiste Say et David Ricardo notamment, l'acception de théorie classique ou de modèle classique par Keynes ne recouvre pas le même champ, puisqu'elle exclut Malthus mais inclut également la plupart des auteurs dits néoclassiques comme Marshall, Pigou, Hayek, Von Mises, Irving Fisher etc.

Rappelons cependant que les classiques au sens de Marx et les néoclassiques ne partagent pas la même théorie de la valeur ; il n'y a donc pas de raison a priori de les inclure sous la même dénomination. **Quels points communs cependant trouve-t-il à ces différents auteurs ?**

En fait, cela tient tout d'abord au fait qu'ils partageraient l'idée qu'à long terme les marchés s'autorégulent, ce à quoi Keynes rétorquait qu'« à long terme, nous serons tous morts », c'est-à-dire que les mécanismes d'ajustement sont peut-être trop lents pour le commun des mortels.

Les idées d'autorégulation chez ces auteurs regroupés sous l'appellation « classiques » reposaient sur certaines idées et hypothèses communes. Il s'agit de trois idées essentielles, qui vont induire une vision particulière du chômage. À savoir *la loi des débouchés* de Jean Baptiste Say, *le dogme de l'épargne préalable et la doctrine des fonds prêtables*, et *la théorie quantitative de la monnaie*. Et ces trois idées vont déboucher sur une théorie de l'emploi néoclassique dans laquelle, le chômage est essentiellement volontaire.

La loi des débouchés de J-B Say

Cette idée, initialement avancée par Jean-Baptiste Say, et reprise par la suite par Ricardo consiste à dire que la surproduction générale est impossible, car les produits s'échangent contre d'autres produits et que les produits ouvrent de nouveaux débouchés (Say, 1803, p.115) :

« Il est bon de remarquer qu'un produit terminé offre, dès cet instant, un débouché à d'autres produits pour tout le montant de sa valeur. En effet, lorsque le dernier producteur a terminé un produit, son plus grand désir est de le vendre, pour que la valeur de ce produit ne chôme pas entre ses mains. Mais il n'est pas moins empressé de se défaire de l'argent que lui procure sa vente, Pour que la valeur de l'argent ne chôme Pas non plus. »

« Or, on ne peut se défaire de son argent qu'en demandant à acheter un produit quelconque. On voit donc que le fait seul de la formation d'un produit ouvre, dès l'instant même, un débouché à d'autres produits. »

Si la crise de surproduction s'avère impossible, nous ne sommes pas loin de l'idée d'autorégulation du marché.

Keynes traduit cela sous l'idée que c'est l'offre globale de biens et services qui détermine la demande globale de biens et services, qui ne peut donc jamais différer de la première. L'idée serait donc que la production génère un revenu, qui lui-même se partage en consommation et épargne, épargne qui devient de l'investissement, et permet d'écouler toute la production globale.

Cette idée s'accompagne chez Say de l'idée qu'il n'y a pas de risque d'argent rare car l'on échange toujours une production contre une autre. Pour fonctionner, cette « loi des débouchés » suppose deux autres hypothèses complémentaires : la théorie des fonds prêtables et l'idée que la monnaie est neutre.

Le dogme de l'épargne préalable et la doctrine des fonds prêtables

Les versions contemporaines de Keynes de cette théorie furent proposées par Knut Wicksell (1898), auteur dont Keynes va s'inspirer avant de s'en écarter, par Irving Fisher (1911) et par Friedrich Hayek (1932), avec qui Keynes aura une controverse importante au début des années 30.

La théorie classique repose sur l'idée que pour investir, il faut initialement épargner. Autrement dit que l'épargne, c'est-à-dire la différence entre le revenu et la consommation, finance l'investissement et qu'il faut donc augmenter l'épargne pour augmenter l'investissement.

Cette idée est nécessaire pour assurer que tout le revenu généré par la production se transforme en une demande équivalente. Ce renoncement à la consommation qu'est l'épargne permettra demain d'augmenter la production et la consommation grâce à l'investissement qu'elle draine.

Les épargnants vont offrir leurs fonds prêtables contre rémunération, tandis que les entreprises vont demander ces fonds pour financer leurs investissements en capital fixe.

L'égalité entre épargne et investissement est ici assurée par le taux d'intérêt, qui est le prix de l'abstinence ou de renonciation à la consommation : l'épargne est attirée par les taux élevés, tandis que les taux faibles la font fuir ; l'investissement en capital fixe est de son côté entravé par des taux élevés car cela réduit sa rentabilité et il est au contraire favorisé par des taux bas.

Le taux d'intérêt va donc se fixer de telle sorte qu'il assure l'égalité entre l'investissement et l'épargne. Il y a donc l'idée que l'épargne, donc la baisse de la consommation, est une vertu favorable à l'investissement et à la croissance, et qu'elle doit donc être récompensée.

Comme l'épargne est transformée intégralement en investissement, que cette épargne est la différence entre revenu et consommation, et que l'investissement est une partie de la demande globale, il en résulterait que la loi des débouchés se vérifie bien puisque la demande s'égalise à l'offre globale.

Mais pour que ce raisonnement tienne la route, cela suppose aussi une absence de thésaurisation, donc qu'il n'existe pas d'épargne oisive ou avortée comme on disait à l'époque, et la validité de la théorie quantitative de la monnaie et de la monnaie voile.

La monnaie voile et la théorie quantitative de la monnaie

Dans l'idée des classiques, notamment dans la citation déjà évoquée de Say, il y a l'idée que la thésaurisation, autrement dit le fait de conserver durablement une épargne liquide oisive, est irrationnelle, donc rare.

Il y a aussi l'idée que la monnaie n'est qu'un voile des échanges réels : on détient la monnaie seulement pour échanger et on le fait rapidement pour éviter de perdre le bénéfice d'un placement rentable.

La monnaie ne fait rien de plus que faciliter les échanges sans déterminer le niveau de production : il n'y a qu'une demande d'encaisses dites de transaction, théorie proposée par l'école de Cambridge.

On en déduit alors la théorie quantitative de la monnaie. Elaborée progressivement depuis Jean Bodin (1568), Montesquieu (1748), David Hume (1752) jusqu'à Irving Fisher (1911), elle implique que toute augmentation de masse monétaire M génère de l'inflation des prix P , pour une vitesse de la circulation V et un niveau des transactions T donné : c'est l'équation de Fisher.

La monnaie n'a alors pas d'effet réel, elle ne fait que changer les prix sans les quantités échangées.

L'idée est que la quantité de monnaie augmente la demande, mais comme le niveau réel de la demande est borné par l'offre et la loi des débouchés, il vient que la demande supplémentaire entraîne une hausse du niveau des prix.

Cette idée était familière de Keynes à Cambridge où il fut instruit. A l'époque de Keynes, c'est l'Américain de l'université de Chicago Irving Fisher et l'équation du même nom qui résumait le mieux cette thèse : $MV=PT$

Cette idée semblait bien fonctionner dans le cas de l'hyperinflation allemande vue dans l'introduction, où l'énorme impression de billets amenait à acheter sa baguette de pain avec une brouette de billets.

La théorie du chômage néoclassique

Elle sera formulée dans les années 20 et 30 par Arthur Cecil Pigou (1933) (collègue et rival de Keynes) et Jacques Rueff (1931 & 1987), deux auteurs néoclassiques.

Il faut noter ici que les Classiques au sens de Marx comme Say ou Ricardo n'adhéraient pas à cette théorie du chômage et de l'emploi et qu'elle est spécifiquement néoclassique, même si Keynes la qualifie de « classique ».

Cette théorie de l'emploi se fonde sur l'idée que le marché du travail est un marché comme un autre fonctionnant selon les lois de l'offre et de la demande de travail, avec pour prix le salaire.

Les offres et demandes de travail sont déterminées d'un côté par la maximisation du profit des entreprises qui vont demander d'autant plus de travail que son prix est bas, et de l'autre par un arbitrage travail-loisir des ménages, qui accepteront d'autant plus d'offrir leur travail que le salaire réel est élevé. Ici, l'offre de travail est supposée croître avec le salaire réel, car ce dernier est un coût d'opportunité du loisir. Donc quand le salaire augmente, une proportion plus importante de ménages sont incités à offrir leur travail.

Le salaire réel, c'est-à-dire le salaire nominal divisé par l'indice des prix, va jouer le rôle de variable d'équilibre du marché travail : si le salaire est flexible, en cas d'offre de travail trop importante et donc de chômage, on observerait une baisse du salaire réel qui inciterait les entreprises à embaucher et ramènerait automatiquement l'équilibre du marché du travail avec la fixation d'un salaire et d'une quantité de travail d'équilibre comme sur le schéma.

Si les prix et salaires sont flexibles et donc s'il n'existe pas de salaire minimum, alors il y aurait impossibilité d'un chômage involontaire. Ne subsisterait qu'un chômage volontaire dû au refus de certains travailleurs de travailler à un salaire trop bas.

En revanche, dès qu'un salaire minimum comme le SMIC est instauré supérieur au salaire d'équilibre comme dans le schéma, alors le salaire ne pouvant s'ajuster à la baisse en cas d'écart entre l'offre et la demande, alors le chômage persisterait.

Au final, ce chômage serait causé par le SMIC et donc par la volonté des syndicats et de l'Etat d'assurer un salaire décent aux travailleurs.

Jacques Rueff en 1931 avait donné une première tentative de validation statistique de cette idée : à partir des données anglaises, il montrait que le pourcentage de chômeurs parmi les effectifs syndiqués était très corrélé avec la mesure du salaire réel utilisée.

Dans un autre article, il incriminait l'assurance chômage « cause d'un chômage permanent » en ce qu'elle inciterait à refuser les emplois moins bien payés.

Références

Keynes J.M (1936[1942]), *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, trad. de Jean Largentaye, Paris, Payot.

Poulon F. (2011), *La pensée de Keynes*, Paris, Dunod

Poulon F. (2016), *La pensée monétaire*, Paris, Dunod

Comment citer ce cours ?

Histoire de la pensée économique, Matthieu Montalban, AUNEGe (<http://aunega.fr>), CC – BY NC ND (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>).



Cette œuvre est mise à disposition dans le respect de la législation française protégeant le droit d'auteur, selon les termes du contrat de licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>). En cas de conflit entre la législation française et les termes de ce contrat de licence, la clause non conforme à la législation française est réputée non écrite. Si la clause constitue un élément déterminant de l'engagement des parties ou de l'une d'elles, sa nullité emporte celle du contrat de licence tout entier.